

Burundi : Taux élevé de la dette publique dans le budget 2013

rib News, 13/09/2013 â€“ Source XinhuaLe budget de l'Etat 2013 burundais est caractérisé par un taux élevé de la dette publique, a déclaré vendredi à Bujumbura M. Léonce Sinzinkayo, consultant, lors de la présentation du rapport sur « l'analyse de l'état d'exécution du budget général de l'Etat burundais exercice 2013 au 30 juin », commandité par l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) du Burundi. En effet, l'encours de la dette extérieure a été évalué à fin de 2012 à 607,7 milliards de francs burundais (FBU). Il est prévu de rembourser un montant de 11,1 milliards comme principal et payer des intérêts s'élevant à 5,4 milliards FBU. Les remboursements des emprunts extérieurs ont atteint un taux de réalisation de 37,8 % des prévisions, a-t-il précisé.

Malgré les diverses initiatives de réduction de la dette extérieure, l'encours de cette dette est devenue inquiétante et risque de devenir un obstacle des ressources qui auraient pu être affectées à la lutte contre la pauvreté et la création des infrastructures, a-t-il noté. En outre, a-t-il poursuivi, ce même budget enregistre un accroissement de 30 % par an de la dette intérieure. La dette intérieure est devenue le principal outil de financement du déficit budgétaire. Le gouvernement a fait recours plus aux avances et crédits de la banque centrale (la Banque de la République du Burundi, BRB) pour financer les problèmes de trésorerie. En effet, cet endettement intérieur est passé de 272,4 milliards FBU en 2008 à 604 milliards FBU en 2012, soit une augmentation de 121,6 %. L'encours de la dette intérieure a atteint un montant de 543,5 milliards de FBU au 30 juin 2013, les avances de la BRB constituant plus de 73% du montant. De janvier à juin 2013, a-t-il rappelé, le gouvernement burundais a déjà fait recours pour ses besoins de financement, à des titres de trésor pour un montant de 162,2 milliards de FBU. Ce qui dénote un problème préoccupant de financement de l'économie nommée « phénomène d'â€œviction â€œ». Ce sont principalement les banques commerciales et autres institutions qui achètent les titres du trésor pour financer l'état, au lieu de financer des projets créatrices d'emplois. A l'exception des recettes fiscales mobilisées à 45,5 % et estimées conformes aux prévisions, soit 254,8 milliards FBU contre les prévisions annuelles de 559,9 milliards, les ressources nationales ont été faibles. Les exonérations d'impôts et taxes qui ne devaient pas dépasser 18 milliards pour toute l'année 2013, se sont élevées à 30,6% au 30 juin 2013, soit un dépassement de 70,1. Par ailleurs, la loi budgétaire 2013 présente un déficit global hors don de plus de 750 milliards FBU, élevé par rapport aux deux dernières années.